

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2017/32059]

22 NOVEMBRE 2017. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant conversion des grades des membres du personnel francophone du service d'agrément des prestataires de soins de santé transférés du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la chaîne alimentaire et Environnement aux services du Gouvernement de la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988, modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014, et l'article 88, § 2, alinéas 2 et 3;

Vu l'arrêté royal du 25 juillet 1989 déterminant les modalités de transfert de membres du personnel des ministères fédéraux aux Gouvernements des Communautés et des Régions et au Collège réuni de la Commission communautaire commune, tel que modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, tel que modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, tel que modifié;

Vu l'arrêté royal du 13 janvier 2016 relatif au transfert au Gouvernement de la Communauté française de membres du personnel du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement et son annexe;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 11 mai 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 novembre 2017;

Vu le protocole n° 485 du Comité de secteur XVII, établi le 20 octobre 2017;

Sur proposition du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté est applicable aux membres du personnel francophones transférés du Service des agréments des prestataires de soins de santé du Service public fédéral Santé publique et Sécurité de la Chaîne alimentaire et de l'Environnement vers les services du Gouvernement de la Communauté française.

Par membres du personnel, il y a lieu d'entendre les agents, les stagiaires et les membres du personnel contractuel.

Art. 2. § 1^{er}. Les membres du personnel transférés titulaires, au moment du transfert, d'une classe ou d'un grade appartenant à la catégorie des classes ou grades énoncés dans la deuxième colonne sont nommés par conversion de grade, au grade prévu par le statut des agents des Services de la Communauté française du 22 juillet 1996 figurant dans la neuvième colonne du tableau ci-après et bénéficient de l'une des échelles de traitement y attachées prévues par le statut pécuniaire des agents de la Communauté française du 22 juillet 1996 :

Niveau fédéral	Grade ou Classe fédéral	Echelle de traitement fédérale	Minimum - Maximum	Niveau CF	Rang CF	Catégorie CF	Groupe de qualification	Grade CF	Echelle Traitement CF	Minimum - Maximum
A	Attaché - A1	A11	21.880 - 33.895	1	10	ADM	1	Attaché	101/1	22.750,88 - 34.268,10
A	Attaché - A1	A12	23.880 - 35.895	1	10	ADM	1	Attaché	101/1	22.750,88 - 34.268,10
A	Attaché - A2	A21	25.880 - 38.360	1	10	ADM	1	Attaché	101/1	22.750,88 - 34.268,10
B	Expert administratif	BA1	16.804 - 25.218	2+	25	ADM	1	Gradué	250/1	15.747,04 - 23.896,85
B	Expert administratif	BA2	18.663 - 30.884	2+	26	ADM	1	Gradué principal	260/1	17.574,77 - 25.724,58
B	Expert administratif	B1	16.804 - 24.624	2+	25	ADM	1	Gradué	250/1	15.747,04 - 23.896,85
C	Assistant administratif	CA1	14.273,70 - 22.648,02	2	20	ADM	1	Assistant	201/1	14.575,92 - 24.340,48
C	Assistant administratif	C1	14.274 - 20.067	2	20	ADM	1	Assistant	200/1	14.275,77 - 24.040,33

Les membres du personnel transférés se voient attribuer une échelle de traitement correspondant au grade dans lequel ils sont nommés par la présente conversion, sur base de leur ancienneté fédérale qui est assimilée à une ancienneté acquise au sein des services du Gouvernement de la Communauté française.

Les agents qui comptaient au moins 15 ans d'ancienneté dans le niveau qu'ils occupaient au moment du transfert sont nommés au grade de principalat du niveau auquel ils appartiennent en vertu de la présente conversion et se voient accorder le bénéfice de l'échelle de traitement y attachée.

Les membres du personnel contractuel transférés ne peuvent, en vertu de la présente conversion, se voir attribuer un grade et/ou une échelle de traitement autre que le grade et/ou l'échelle de traitement statutaire du niveau dans lequel ils sont convertis. La présente conversion n'emporte, par ailleurs, aucun droit à la nomination statutaire pour les membres du personnel stagiaire ou contractuel.

Les membres du personnel transférés conservent le bénéfice de l'échelle attachée à leur classe ou grade fédéral aussi longtemps qu'une échelle communautaire à laquelle ils ont droit en vertu de leur grade communautaire n'est pas supérieure.

Art. 3. Les membres du personnel conservent le droit au solde de congés annuels et des heures de récupération auxquels ils avaient droit, préalablement au transfert, au sein de l'administration fédérale en vertu d'une disposition réglementaire. L'utilisation de ce solde est régie par la réglementation communautaire.

Art. 4. Les membres du personnel transférés conservent la dernière mention d'évaluation qui leur a été attribué au sein de la Fonction publique fédérale aussi longtemps qu'une nouvelle mention d'évaluation ne leur a pas été attribuée en vertu de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française.

Les mentions « exceptionnel » ou « répond aux attentes », attribuées en application de l'arrêté royal du 24 septembre 2013 relatif à l'évaluation dans la Fonction publique fédérale, sont converties à la mention « favorable » au sens de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française.

Les mentions « à améliorer » et « insuffisant », attribuées en application de l'arrêté royal du 24 septembre 2013 relatif à l'évaluation dans la Fonction publique fédérale, sont respectivement converties aux mentions « réservée » et « défavorable », au sens de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française.

Les mentions octroyées par l'autorité fédérale sont réputées avoir été octroyées par la Communauté française et emporte l'ensemble des conséquences qui y sont attachées en vertu de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 précité.

Art. 5. § 1^{er}. Les agents lauréats d'une sélection comparative d'accession au niveau supérieur dans le service public fédéral auquel ils appartenaient avant leur transfert conservent, dans les services du Gouvernement, les droits à la promotion qu'ils ont acquis par cette réussite.

Pour leur classement, ces lauréats sont censés avoir présenté cette sélection dans les services du Gouvernement.

Si les procès-verbaux des sélections ont été clos à la même date, les lauréats sont classés entre eux comme s'ils avaient participé à la même sélection.

Si les procès-verbaux des sélections ont été clos à des dates différentes, priorité est donnée aux lauréats de la sélection dont le procès-verbal a été clos à la date la plus ancienne.

§ 2. Quand une sélection comparative d'accession au niveau supérieur à laquelle peut participer un agent a été annoncée dans le service public fédéral auquel il appartient avant la date du transfert, l'agent transféré conserve le droit d'y participer.

Le paragraphe 1 du présent article s'applique à l'agent lauréat d'une sélection visée à l'alinéa 1^{er}.

§ 3. Le Gouvernement arrête les modalités des dispenses applicables en cas de réussite partielle d'une sélection comparative d'accession au niveau supérieur.

Art. 6. Les agents en période d'adaptation le 31 décembre 2015 sont nommés dans le grade de promotion le 1^{er} janvier 2016.

Toutefois, ils prennent rang, pour le calcul de leur ancienneté dans leur échelle de recrutement et pour leur ancienneté de niveau, à la date à laquelle a débuté leur période d'adaptation.

Art. 7. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2016.

Art. 8. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 22 novembre 2017.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2017/32059]

22 NOVEMBER 2017. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot omzetting van de graden van de Franstalige personeelsleden van de dienst voor de erkenning van de gezondheidszorgverstrekkers die worden overgedragen van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid en Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu naar de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 87, § 3, vervangen bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988, gewijzigd bij de bijzondere wet van 6 januari 2014, en artikel 88, § 2, tweede lid en derde lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 juli 1989 tot vaststelling van de wijze waarop personeelsleden van de federale ministeries overgaan naar de gemeenschaps- en gewestregeringen en naar het verenigd college van de gemeenschappelijke gemeenschapscommissie, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 januari 2016 tot overdracht van personeelsleden van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu naar de Regering van de Franse Gemeenschap, en op de bijlage ervan;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 11 mei 2016;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 15 november 2017;

Gelet op het protocol nr. 485 van het Comité van sector XVII, opgemaakt op 20 oktober 2017;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit is toepasselijk op de Franstalige personeelsleden die van de dienst voor de erkenning van de gezondheidszorgverstrekkers van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid en Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu naar de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap worden overgedragen.

Onder personeelslid wordt verstaan : de ambtenaren, de stagiairs en de contractuele personeelsleden.

Art. 2. § 1. De overgedragen personeelsleden die, op het ogenblik van hun overdracht, titularis zijn van een klasse of van een graad behorend tot de categorie van de klassen of graden vermeld in de tweede kolom, worden door graadomzetting benoemd in de graad bepaald bij het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 voorkomend in de negende kolom van de hierna vermelde tabel en genieten één van de eraan verbonden weddeschalen bepaald bij het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 :

Federaal niveau	Federale graad of klasse	Federale weddeschaal	Minimum - Maximum	Niveau FG	Rang FG	Categorie FG	Kwalificatiegroep	Graad FG	Weddeschaal FG	Minimum - Maximum
A	Attaché - A1	A11	21.880 - 33.895	1	10	ADM	1	Attaché	101/1	22.750,88 - 34.268,10
A	Attaché - A1	A12	23.880 - 35.895	1	10	ADM	1	Attaché	101/1	22.750,88 - 34.268,10
A	Attaché - A2	A21	25.880 - 38.360	1	10	ADM	1	Attaché	101/1	22.750,88 - 34.268,10
B	Administratief deskundige	BA1	16.804 - 25.218	2+	25	ADM	1	Gegradueerde	250/1	15.747,04 - 23.896,85
B	Administratief deskundige	BA2	18.663 - 30.884	2+	26	ADM	1	Eerstaanwezend gegradueerde	260/1	17.574,77 - 25.724,58
B	Administratief deskundige	B1	16.804 - 24.624	2+	25	ADM	1	Gegradueerde	250/1	15.747,04 - 23.896,85
C	Administratief assistent	CA1	14.273,70 - 22.648,02	2	20	ADM	1	Assistent	201/1	14.575,92 - 24.340,48
C	Administratief assistent	C1	14.274 - 20.067	2	20	ADM	1	Assistent	200/1	14.275,77 - 24.040,33

De overgedragen personeelsleden krijgen een weddeschaal toegekend die overeenstemt met de graad waarin ze door deze omzetting benoemd worden, op grond van hun federale anciënniteit, die gelijkgesteld wordt met een anciënniteit die verworven is bij de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

De ambtenaren die minstens 15 jaar anciënniteit telden in het niveau dat ze op het ogenblik van hun overdracht bekleedden, worden benoemd in de graad van eerstaanwezend ambtenaar van het niveau waartoe ze behoren krachtens deze omzetting en krijgen de eraan verbonden weddeschaal toegekend.

De overgedragen personeelsleden kunnen, krachtens deze omzetting, geen andere graad en/of weddeschaal toegekend krijgen dan de graden en/of de weddeschaal van statutaire werving van het niveau waarin ze worden omgezet. Deze omzetting geeft overigens geen recht op de statutaire benoeming voor de personeelsleden die stagiairs zijn of die contractueel zijn.

De overgedragen personeelsleden behouden de weddeschaal verbonden aan hun federale klasse of graad zolang een gemeenschapsgraad waarop ze krachtens hun gemeenschapsgraad recht hebben niet hoger is.

Art. 3. De personeelsleden behouden hun recht op het saldo van de jaarlijkse verlofdagen en de compensatiedagen waarop ze, vóór hun overdracht, binnen de federale administratie, recht hadden krachtens een reglementaire bepaling. Het gebruik van dat saldo wordt door de gemeenschapsreglementering geregeld.

Art. 4. De overgedragen personeelsleden behouden de laatste evaluatievermelding die hun binnen het federaal openbaar ambt werd toegekend, zolang geen nieuwe evaluatievermelding hun werd toegekend krachtens het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

De vermeldingen "uitzonderlijk" of "voldoet aan de verwachtingen", die met toepassing van het koninklijk besluit van 24 september 2013 betreffende de evaluatie in het federaal openbaar ambt werden toegekend, worden omgezet in de vermelding "gunstig" in de zin van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

De vermeldingen "te verbeteren" of "onvoldoende", die met toepassing van het koninklijk besluit van 24 september 2013 betreffende de evaluatie in het federaal openbaar ambt werden toegekend, worden respectief omgezet in de vermeldingen "met voorbehoud" en "gunstig" in de zin van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

De vermeldingen die door de federale overheid werden toegekend, worden geacht door de Franse Gemeenschap toegekend te zijn en heeft alle gevolgen die eraan verbonden zijn krachtens het voormelde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996.

Art. 5. § 1. De ambtenaren die geslaagd zijn voor een vergelijkende selectie voor overgang naar het hogere niveau in de federale overheidsdienst waartoe ze vóór hun overdracht behoorden, behouden, in de diensten van de Regering, de rechten op bevordering die ze door dat slagen hebben verworven.

Voor hun klassering, worden die geslaagden geacht die selectie in de diensten van de Regering te hebben voorgesteld.

Indien de processen-verbaal van de selecties op dezelfde datum werden afgesloten, worden de geslaagden onder hen gerangschikt, alsof ze aan dezelfde selectie hadden deelgenomen.

Indien de processen-verbaal van de selecties op verschillende datums werden afgesloten, wordt voorrang gegeven aan de geslaagden voor de selectie waarvan het proces-verbaal op de vroegste datum werd afgesloten.

§ 2. Wanneer een vergelijkende selectie voor overgang naar het hogere niveau waaraan een ambtenaar kan deelnemen, werd aangekondigd in de federale overheidsdienst waartoe hij vóór de datum van zijn overdracht behoort, behoudt de overgedragen ambtenaar het recht daaraan deel te nemen.

Paragraaf 1 van dit artikel is van toepassing op de ambtenaar die geslaagd is voor een in het eerste lid bedoelde selectie.

§ 3. De Regering stelt de nadere regels vast voor de vrijstellingen die van toepassing zijn als de ambtenaar gedeeltelijk geslaagd is voor een vergelijkende selectie voor overgang naar het hogere niveau.

Art. 6. De ambtenaren die zich op 31 december 2015 in een aanpassingsperiode bevinden, worden in de bevorderingsgraad op 1 januari 2016 benoemd.

Ze nemen echter rang in, voor de berekening van hun anciënniteit in hun wervingsschaal en voor hun niveauanciënniteit, op de datum waarop de aanpassingsperiode is begonnen.

Art. 7. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2016.

Art. 8. De Minister van Ambtenarenzaken wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 22 november 2017.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. FLAHAUT

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2017/41026]

22 DECEMBER 2017. — Ministerieel besluit tot vastlegging van de forfaitaire bedragen voor de uitgaven die verband houden met de huisvestingskosten en de reiskosten per vliegtuig als bepaald in artikel 17 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 juli 2017 houdende uitvoering van de ordonnantie van 13 januari 1994 betreffende de bevordering van de buitenlandse handel van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Tewerkstelling, Economie, Buitenlandse Handel en Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

Gelet op de ordonnantie van 13 januari 1994 betreffende de bevordering van de buitenlandse handel en de aantrekking van buitenlandse investeringen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gewijzigd bij de ordonnantie van 18 mei 2017, artikel 3;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 juli 2017 houdende uitvoering van de ordonnantie van 13 januari 1994 betreffende de bevordering van de buitenlandse handel van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, artikel 17;

Gelet op de gendertest, opgesteld op 21 november 2017 overeenkomstig artikel 3, 2°, van de ordonnantie van 29 maart 2012 houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 20 november 2017;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 12 december 2017;

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2017/41026]

22 DECEMBRE 2017. — Arrêté ministériel fixant les montants forfaitaires des dépenses liées aux frais d'hébergement et aux frais de voyage en avion tels que prévus à l'article 17 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 juillet 2017 portant exécution de l'ordonnance du 13 janvier 1994 concernant la promotion du commerce extérieur de la Région de Bruxelles-Capitale

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi, de l'Economie et de la Lutte contre l'incendie et l'Aide médicale urgente,

Vu l'ordonnance du 13 janvier 1994 relative à la promotion du commerce extérieur et à l'attraction des investissements étrangers de la Région de Bruxelles-Capitale, modifiée par l'ordonnance du 18 mai 2017, l'article 3 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 juillet 2017 portant exécution de l'ordonnance du 13 janvier 1994 concernant la promotion du commerce extérieur de la Région de Bruxelles-Capitale, l'article 17 ;

Vu le test genre, établi le 21 novembre 2017 conformément à l'article 3, 2°, de l'ordonnance du 29 mars 2012 portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 20 novembre 2017 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 décembre 2017 ;